

Le pamphlet

P É R I O D I Q U E I N D É P E N D A N T

Editorial

*Cet éditorial pourrait s'intituler **Scandales**.*

Tout récemment, à la gare de Delémont, un jeune homme blanc, plutôt fluet, a été pris à partie et brutalisé par un jeune homme noir nettement mieux bâti.

Diffusé sur les réseaux sociaux, grâce à une vidéo prise par on ne sait qui¹, cet événement a donné lieu sur Facebook et autres Twitter à l'habituel déferlement de commentaires plus ou moins intelligents, plus ou moins vulgaires, plus ou moins gnangnan et, dans le cas particulier, carrément racistes, au grand scandale de la police, de la justice et des internautes spécialisés dans le rappel à l'ordre des mal-pensants.

*Après avoir regardé cette vidéo à plusieurs reprises, j'ai trouvé particulièrement intéressant le compte rendu publié par le site de **20 minutes** et signé Yannick Weber².*

Le scandale des manipulations

Commençons par le titre: Réactions racistes après une vidéo humiliante.

On notera que, pour le titre, il s'agit simplement d'humiliation; rien de bien grave, en somme, eu égard aux réactions racistes que la vidéo a déclenchées. Mais peut-être ne l'a-t-il pas vue, cette vidéo, et n'était-il même pas censé la voir. On peut admettre qu'il s'est contenté de rendre l'esprit de l'article de Yannick Weber, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il édulcore considérablement les faits.

Passons au texte.

«Sur les images, on voit un jeune Blanc malmené, poussé à terre et intimidé par un Noir, sous les rires d'un groupe de personnes qui filment la scène avant que la victime ne quitte les lieux, seule.»

Le jeune Blanc n'a pas été simplement malmené et poussé à terre, ce qui permettrait d'envisager une maladresse ou un accident. Il a été délibérément soulevé et jeté au sol, puis poussé exprès. Et, en réalité, le jeune homme blanc, qui ne s'est pas défendu, n'a pas quitté la gare seul. Si on regarde la vidéo jusqu'au bout, on voit le jeune Africain faire sortir de la gare, mais sans brutalité cette fois, un autre garçon à la peau blanche, qui avait assisté à l'agression sans intervenir. Ce fait n'est pas anodin. Le lecteur saura tirer ses conclusions.

Quant aux «rires d'un groupe de personnes», il s'agit en vérité des ricanements de quelques jeunes Noirs accompagnés d'un personnage à la peau plus claire – il est difficile d'être précis, car le passage qui montre le groupe est très court et l'arrêt sur image flou – qui se délectent du spectacle et sympathisent manifestement avec l'agresseur.

Dans ces conditions, même si c'est hautement regrettable, il n'est pas vraiment surprenant que «la séquence [ait] déclenché une avalanche de messages racistes et violents, se focalisant sur la couleur de peau de l'auteur de l'agression». Les usagers des réseaux sociaux, dont je

fais partie, savent que certaines personnes perdent toute mesure quand elles s'expriment sur Facebook ou Twitter, au point que c'en est parfois effrayant.

Contrairement au titreur, l'auteur du compte rendu est censé avoir regardé la vidéo d'un bout à l'autre et il n'a pas pu lui échapper que, en réalité, celle-ci dévoile une manifestation de racisme anti-blanc. Mais on sait que le racisme n'existe, pour les bonnes âmes, que dans le sens blanc-noir. Quand un jeune Noir s'en prend gratuitement à un jeune Blanc qui ne lui a manifesté aucune hostilité, il n'y a jamais qu'une humiliation.

Voilà pour le premier scandale.

Le scandale des réactions

Les réactions racistes de beaucoup d'internautes ont déclenché une indignation justifiée chez les grandes consciences de notre pays. Reste à savoir si les réactions antiracistes échappent à la critique.

Voyons ce qu'il en est de la police et de la justice, toujours selon le compte rendu de M. Weber:

«Depuis, la vidéo continue néanmoins de circuler, largement relayée par des pages Facebook ou des sites d'extrême-droite. Mercredi, alertée par divers médias, la police a rappelé que les commentaires racistes sur les réseaux sociaux tombaient sous le coup de la loi et qu'ils représentaient des infractions pénales passibles de prison. "Les autorités vont analyser les suites à donner à ces commentaires, à savoir s'ils entrent dans le champ d'application du Code pénal suisse", a communiqué la police jurassienne.»³

Je suis un peu surpris d'apprendre que YouTube est un site d'extrême-droite. Mais ce n'est pas très important. Voyons la suite:

«Quant aux posts qui, mercredi, relataient encore cet événement, les autorités ont mis en garde. "Si de nouveaux commentaires appelant à la haine, aux représailles ou encore menaçant ou injuriant des personnes devaient apparaître, le Ministère public, conjointement avec la police, entamera les poursuites pénales nécessaires à faire cesser ces agissements."»

«La police jurassienne n'a en revanche communiqué aucune information sur l'agression, se focalisant surtout sur les dérapages sur internet (...).»

On me pardonnera ces nombreuses citations, mais elles mettent en évidence le fait que notre cher article 261^{bis} ne s'appliquera, selon toute vraisemblance, qu'aux racistes de Facebook et autres réseaux sociaux, alors que l'auteur de l'agression aura droit, lui, à la plus grande indulgence, si tant est qu'on prenne la peine de le retrouver.

D'ailleurs, «d'autres [internautes] voient plutôt dans l'altercation une bagarre comme il pourrait y en avoir souvent entre jeunes, et dénoncent le déferlement raciste qui a suivi.»

Coucou! Revoilà la manipulation: il n'y a eu ni altercation ni bagarre – pour cela il faut au moins deux combattants –, mais une agression à caractère raciste perpétrée sur un jeune homme qui n'a pas jugé bon de se défendre. Prétendre le contraire, c'est se rendre complice de l'auteur et de tous ceux qui agissent comme lui.

C'est aussi un excellent moyen d'exacerber le racisme, tel qu'il se manifeste sur les réseaux sociaux, aux dépens non seulement des délinquants de couleur, mais aussi de tous les allo-gènes qui vivent chez nous sans poser de problèmes: les esprits simplistes ne font pas le détail.

C'est également une façon très sûre de favoriser les agressions racistes – pardon! humiliantes – d'Africains violents, qui auraient tort de se gêner, puisqu'ils sont plus ou moins assurés de l'impunité.

Et voilà pour le second scandale.

Mariette Paschoud

¹ <https://www.youtube.com/watch?v=d9HyVbmDwDE>. Il faut s'attendre à ce que cette vidéo soit prochainement supprimée, comme celle que j'avais visionnée initialement et qui ne peut plus être vue, car «elle ne respectait pas le règlement de la communauté YouTube»!

² <http://www.20min.ch/ro/news/romandie/story/Reactions-racistes-apres-une-video-humiliante-23525825>.

³ On trouvera le communiqué de la police jurassienne à l'adresse suivante:

<https://www.facebook.com/police.jurassienne/posts/1718562534828605>.

Si la liberté d'expression n'existait pas, il ne faudrait surtout pas l'inventer

Soyons clair: nous avons *toujours* été agacé, et nous le serons *toujours*, par les jérémiades hypocrites qui déferlent à longueur d'année sur les réseaux sociaux, forums internet et autres blogs. Mais les semaines qui ont précédé la votation sur le projet de réforme «Prévoyance-vieillesse 2020» – qui a finalement échoué – nous en ont apporté double, triple, quadruple ration. Ce fut un véritable raz-de-marée de témoignages larmoyants sur la souffrance que de nombreuses personnes ressentent, ou feignent de ressentir, face à leur vie professionnelle.

Certains affirmaient que, bien qu'étant encore jeunes, ils *n'en pouvaient déjà plus de travailler!* En écho, d'autres, arrivant au terme d'une carrière bien remplie, laissaient clairement entendre que, à leurs yeux, travailler deux ans de plus représenterait la fin du monde (même si ce n'était pas le sujet de la votation). D'un bout à l'autre de la vie active, le message semblait le même: un labeur incessant, harassant et épuisant, accompli dans des conditions inhumaines et misérablement payé, rend aujourd'hui toute la population malade et amène les gens à se tuer littéralement au travail.

De deux choses l'une: ou bien l'économie helvétique est effectivement un véritable enfer, mélange des mines de Zola et des forges du Mordor; ou bien les personnes qui s'expriment sur internet sont, à choix, de vilains menteurs, de grosses feignasses ou des êtres hyper-méga-fragiles, incapables dans tous les cas d'affronter une vie professionnelle normale.

Or, lorsque nous regardons autour de nous, *dans la vraie vie*, nous voyons des routes encombrées de gros 4x4 qui, chaque fin de semaine, vont écumer les grandes surfaces ou partent à la montagne; nous voyons des jeunes accros à la mode et aux marques, tous équipés des derniers modèles d'ordiphones; nous voyons aussi des amis, des connaissances, voire de simples inconnus se réjouir d'exercer un emploi qui leur plaît et en parler avec intérêt, sinon avec passion. Ce n'est peut-être pas toute la population, mais une bonne partie tout de même; et ces gens ne sont de loin pas tous des privilégiés.

Le constat est sans appel: les Suisses travaillent beaucoup moins que les Nord-Coréens, ils ont beaucoup plus de temps libre et surtout beaucoup plus d'argent, et pourtant ils se plaignent bien davantage. Les vieux sages en concluront sentencieusement que *l'argent ne fait pas le*

bonheur, et que *le travail c'est la santé*. Pour notre part, nous préférons pointer du doigt le rôle éminemment nuisible de la *liberté d'expression*: plus celle-ci est élevée, plus les masses populaires se répandent en âneries et en mensonges sur internet.

Pollux

La roche tarpéienne est proche du Capitole

Après Bernard Madoff, Dominique Strauss-Kahn et quelques autres, voici que Harvey Weinstein est dans la tourmente. Il ne suffit plus d'être juif, millionnaire et célèbre pour échapper à la critique, voire à la justice.

La presse semble aujourd'hui découvrir avec stupeur ce qui est de notoriété publique depuis des siècles: les hommes riches et puissants ont une tendance naturelle à profiter de leur richesse et de leur puissance pour «favoriser la carrière» des femelles qui sont prêtes à coucher pour gagner l'aisance financière, la notoriété ou simplement un rôle dans un film.

Aussi longtemps que le prédateur a le pouvoir, et qu'il pourrait encore favoriser sa carrière ou lui nuire, la femelle tripotée se tait et caresse le malotru dans le sens du poil. La presse se tait. Les *leaders* politiques se taisent. Mais il suffit que le grossier ait fini de rendre les services qu'on attendait de lui, en haut lieu, et il est jeté aux lions comme un vulgaire chrétien.

Entre 1990 et 2016, Harvey Weinstein a financé plusieurs campagnes électorales en tant que grand donateur du Parti démocrate. Soutien de Bill Clinton puis de Barack Obama, il a poursuivi cette activité pour Hillary Clinton lors de la campagne présidentielle de 2016, faisant le lien entre la candidate et des stars d'Hollywood et levant des fonds pour elle, nous apprend Wikipédia, qui rappelle que le violeur présumé a été fait Commandeur de l'ordre de l'Empire britannique par la reine Elisabeth II, pour sa contribution à l'industrie du cinéma britannique, que le président Nicolas Sarkozy lui a remis la Légion d'honneur et qu'en mars 2015 il a reçu une distinction du Centre Simon-Wiesenthal pour ses actions humanitaires, qui avaient fait de lui, selon les termes de son introducteur Jeffrey Katzenberg, un «très gentil garçon juif».

Hillary Clinton ne sera jamais présidente et les actrices à l'affût d'une promotion canapé misent aujourd'hui sur le frère Weinstein et sur d'autres producteurs. *Sic transit...*

Claude Paschoud

Nausée

La veulerie occidentale suscite le mépris. On ne compte plus sur notre continent les victimes innocentes de ce comportement. L'islam, s'il n'est pas directement en cause dans l'assassinat d'une soixantaine de personnes à Las Vegas, sans compter les centaines de blessés, par un «paisible retraité», Stephen Paddock, pourrait bien avoir inspiré ce dernier ou l'avoir désinhibé. L'islam agit ainsi, peut-être, sur des êtres chez lesquels il révèle des pulsions meurtrières que flatte incontestablement le Coran et qui seraient restées latentes en milieu sain. C'est une hypothèse, mais elle n'a rien d'absurde.

Les hommes sont solidaires les uns des autres et un abaissement du niveau général des exigences morales a très certainement une incidence sur les plus fragiles. Stephen Paddock tendrait à le prouver, comme le confirme aussi sa proche ascendance.

La presse révèle généralement les carences administratives ou judiciaires liées à ce développement de la criminalité. Elle n'évoque jamais les carences des autorités intellectuelles, et même religieuses.

Si l'arbitraire est non seulement toléré, mais loué et promu à travers la vie littéraire ou confessionnelle, quoi d'étonnant à ce que s'ensuive un désordre généralisé des esprits. On ne peut en même temps condamner le meurtre et le promouvoir avant la naissance de l'être humain. C'est pourtant ce que fit Madame Simone Veil, entrée au Panthéon après sa mort, élue à l'Académie française de son vivant.

Pauvre Occident: il ne connaît plus même l'étendue du mal qu'il répand dans les esprits et dans le monde entier. Seule l'apparence du bien l'intéresse.

Je conclurai donc ce billet, assez bref, par cette réflexion d'Oscar Wilde (il la répète dans son essai *De profundis*): «Le vice suprême est d'être superficiel. Tout ce que l'on comprend est bon.»

Mais encore faut-il vouloir comprendre!

Michel de Preux

Ne dites pas...

Ne dites pas: «Aucune initiative onusienne n'a jamais permis d'apporter la paix où que ce soit. La feuille de route suisse pour des sociétés en paix, qui vise à promouvoir des sociétés pacifiques et intégratives, n'y parviendra également pas.» Dites: «Aucune initiative onusienne n'a jamais permis d'apporter la paix où que ce soit. La feuille de route suisse pour des sociétés en paix, qui vise à promouvoir des sociétés pacifiques et intégratives, n'y parviendra pas non plus.»

Il paraît que, en dix ans, la Suisse s'est imposée à l'ONU. Faut-il en rire ou en pleurer?

Le pinailleux

Bricoles

En route vers le consensus

Une députée tessinoise a paraît-il déposé pas moins de quatre initiatives parlementaires anti-fumée. Eu égard à la dictature hygiénico-sanitaire actuelle, on peut gager que ses propositions ne tarderont pas à faire boule de neige. Parmi ces dernières figure l'exigence de zones fumeurs et non-fumeurs séparées sur les terrasses, de façon à ce que les familles puissent se sustenter et s'abreuver sans être incommodées par la fumée. Ah, l'argument «famille»... presque aussi imparable que celui de la santé publique. Si la députée avait pour seul argument son propre petit tarin délicat, peut-être oserait-on lui suggérer de s'accommoder des désagréments de la vie en société ou de rester chez elle. Mais dans la mesure où il s'agit des

familles, évidemment, ça change tout. Dès lors, par souci de compromis (ou de «consensus» si on préfère, puisqu'il s'agit là d'une des «valeurs» fondamentales de notre démocratie helvétique), je propose qu'on accepte la création de zones non-fumeurs sur les terrasses pour le bien être des familles. En contrepartie, les parents seront tenus, sous peine d'amendes salées, de veiller à ce que les tympanes de ceux qui souhaitent se restaurer dans le calme soient épargnés et n'aient en conséquence pas à être agressés par les hurlements ou les ciclées de mouflets – à tort ou raison – contrariés. La lutte contre la pollution sonore est aussi un combat digne d'être mené... (*ir*)

Sexisme

Un panneau publicitaire apposé à l'entrée d'un magasin d'Interlaken a gratouillé désagréablement l'épiderme sensible de deux féministes de choc, Nadine Brändli de *Terre des femmes suisses* et Tamara Funiciello, présidente de la Jeunesse socialiste suisse.

L'objet du litige, même s'il se voulait humoristique, est, il est vrai, particulièrement injurieux pour le sexe qu'on n'ose plus appeler faible: «Ton mari vient d'appeler. Tu peux t'acheter ce que tu veux.»

«Cette inscription est définitivement sexiste. Elle laisse sous-entendre [sic] que les femmes sont accros au shopping et qu'elles dépendent financièrement de leur époux», s'est écriée, selon mon quotidien gratuit habituel, Mme Brändli.

«Même si c'est censé être une blague, cette phrase se base sur l'oppression. Il faudrait éviter de faire ce genre de sorties», renchérit Dame Funiciello.

Cette double réaction aura fait rire toutes les femmes qui aiment faire les magasins, qui dépendent financièrement de maris oppresseurs et s'en réjouissent, ainsi que celles qui voudraient bien se trouver dans cette situation, mais doivent y renoncer faute de moyens.

Pour en revenir au message publicitaire, le véritable scandale ne réside pas dans son contenu «sexiste» ni dans les sottises qu'il a inspirées à deux dames qui n'ont pas peur du ridicule, mais bien dans le fait qu'il était rédigé en anglais! (*mp*)

261^{bis}

Il paraît que, à Berne, la droite refuse de modifier l'article 261^{bis} du Code pénal, qui est censé réprimer le racisme, pour y introduire la protection des homosexuels et autres minorités sexuelles. «Pour le PLR, cette adaptation de la norme antiraciste va trop loin. Le parti condamne certes toute forme de discrimination, mais la solution préconisée n'est pas la bonne, à son avis. En effet, le Code pénal offre une protection suffisante en matière d'atteinte à l'honneur ou à l'intégrité physique», rapporte **20 minutes** du 9 octobre.

On rappellera ici que, à l'occasion du débat qui avait précédé, en 1994, la votation sur l'introduction du 261^{bis}, les opposants avaient déjà fait valoir cet argument, qui n'était pas moins pertinent alors qu'aujourd'hui. On n'a pas souvenir que les radicaux et les libéraux de l'époque y aient été sensibles.

Quant à prétendre que l'UDC «s'est depuis toujours positionnée contre la norme pénale antiraciste», c'est un pur mensonge. Il a fallu que Christoph Blocher, alors conseiller fédéral, se fasse couvrir d'opprobre pour avoir critiqué la norme antiraciste parce qu'elle s'appliquait à un historien turc pour que l'UDC commence à se poser des questions. *(mp)*

Halte aux lois fédérales!

L'initiative populaire «Oui à l'interdiction de se dissimuler le visage» a abouti avec 105'553 signatures valables. Comme nul ne peut l'ignorer, elle vise principalement à faire interdire le port de la burqa à l'échelon fédéral.

Je ne suis pas particulièrement favorable au port de vêtements islamiques, mais je le suis encore moins à la manie qu'ont certains milieux politiques de vouloir régler tous les problèmes à coups de lois fédérales.

Aussi est-ce avec satisfaction que j'ai appris la création d'un groupe interpartis qui se propose de lutter contre cette initiative au nom, entre autres, du fédéralisme.

Vingt-six réponses à la question du port de la burqa? Ça me plaît! *(mp)*

L'armée croit inventer l'eau tiède

Comme chacun sait, ou pas, le DEVA ou projet de développement de l'armée entrera en vigueur en 2018. Le nom même dudit projet peut susciter des inquiétudes légitimes, étant donné que ce qui se développe bouge constamment et que, justement, l'armée suisse aurait besoin d'un peu de stabilité. Il faut s'attendre à court ou moyen terme à un projet d'évolution de l'armée qu'on pourra baptiser EVA.

En attendant, d'après un rapport du Conseil fédéral, DEVA va apporter quelques améliorations à la situation actuelle: on va augmenter l'attractivité de l'armée en mettant à profit de manière optimale le potentiel des recrues. On va mettre en place un recrutement moderne permettant aux personnes astreintes d'utiliser leurs compétences civiles au service et d'améliorer la compatibilité entre service militaire et carrière civile. En outre, on s'avise que l'instruction doit être attrayante à tous les échelons, y compris dans les cours de répétition.

Vaste programme, dont on ne nous dit pas comment il va être mis en œuvre. La seule chose qui y manque est l'initiation au sens du devoir et de la discipline. Mais on ne peut pas être partout.

Quoi qu'il en soit, il est intéressant de lire que, actuellement, l'armée n'utilise pas de manière optimale le potentiel des recrues – et des soldats, par conséquent – et que l'instruction n'est pas attrayante.

Ayant deux petits-fils en âge de servir, je le savais déjà, mais une confirmation ne nuit pas. *(mp)*

Spécial Catalogne

Le jour où la Catalogne est devenue le centre du monde

Une longue journée

Dimanche 1^{er} octobre 2017, quatre heures quinze du matin. Le réveil sonne dans le silence de la nuit. Je sors difficilement du coltard, un peu à cause des quatre petites heures de sommeil, un peu à cause des quelques verres de vin catalan que nous avons partagés hier soir avec les amis du groupe de carnaval. C'était la soirée dédiée au choix du futur costume, suivie d'une agape bien arrosée. Nous sommes plusieurs à être rentrés vers minuit, la journée sera longue et ce n'est pas le jour pour avoir la gueule de bois.

Les conversations durant le repas ont évidemment tourné autour de la votation d'aujourd'hui et chacun y est allé de son pronostic tant sur le résultat du scrutin que sur le déroulement de la journée. Les milliers de policiers débarqués de toute l'Espagne les jours précédents, les descentes dans les administrations et dans les imprimeries, les saisies de bulletins de vote et les arrestations de fonctionnaires ont donné le ton. L'administration centrale fera tout pour nous empêcher de voter. Y parviendra-t-elle?

En rentrant hier soir, je suis passé voir mes amis au piquet qui avait été monté aux abords du pavillon des sports, qui servira de local de vote. L'ambiance était à la fête, un barbecue avait été installé et les saucisses grésillaient allégrement. Ils étaient là pour certains depuis cinq heures de l'après-midi, afin de s'opposer pacifiquement à la pose de scellés sur la porte.

Le chef des Mossos d'Esquadra, la gendarmerie catalane, a donné des instructions claires à ses troupes: si la foule devant les bureaux de vote est trop compacte, faites votre rapport et passez votre chemin. C'est pourquoi des milliers de Catalans ont organisé devant, voire dans les locaux de vote, toutes sortes d'activités. Mais, quoi qu'il en soit, les scellés ne devraient pas être posés avant six heures du matin et nous avons donc rendez-vous à cinq heures afin de protéger la porte jusqu'à l'ouverture du bureau à neuf heures. Les organisations nationalistes que sont l'ANC¹ et Omnium ont fait un usage efficace des réseaux sociaux et les consignes et informations arrivent d'heure en heure. «Surtout pas de violence» est le principal mot d'ordre.

Lorsque j'arrive devant la grille à quatre heures cinquante-huit, ils sont une demi-douzaine à faire le pied de grue pour repérer, au bout du chemin d'accès, la venue des feux bleus. Je pénètre dans l'enceinte et vais prendre un café près du feu. Il règne une ambiance étrange, mélange d'appréhension et d'excitation. Tous ici nous sommes comme des conspirateurs, persuadés de faire ce qui est juste, mais défiant l'autorité de l'Etat. Il y a un révolutionnaire qui sommeille en chacun de nous et, aujourd'hui, il est réveillé. Durant les minutes qui suivent arrivent par groupes des dizaines d'habitants

du village et à cinq heures et demie, nous sommes déjà près de deux cents. Le délégué de l'ANC prend le micro et nous donne quelques explications sur l'attitude à adopter en cas de venue des forces de l'ordre: faire un mur compact et, en cas de charge, lever les bras en signe de paix. A ce moment, les guetteurs nous donnent l'alerte: une patrouille de la police arrive. Tout le monde se précipite devant les portes. Le véhicule passe et repart, on respire.

Il fait encore nuit lorsque vers six heures et demie arrive le maire. Il précède de peu les urnes et les bulletins de vote. Nous saurons plus tard qu'ils ont été cachés d'abord en France puis chez les volontaires qui les apportent aujourd'hui. Les urnes ont été fabriquées en Chine et ont coûté cinq euros la pièce. Durant les heures qui suivent, les Mossos repassent par deux fois et une patrouille finit par prendre position devant le portail d'accès. Les policiers nous expliquent aimablement qu'ils passeront la journée sur place afin de veiller au maintien de l'ordre public. A huit heures, le gouvernement catalan annonce que, grâce à un outil informatique développé pour l'occasion, les citoyens pourront voter dans n'importe quel bureau et ne devront donc pas forcément se rendre dans leur commune. A neuf heures, la file d'attente devant le pavillon fait déjà plusieurs dizaines de mètres et à dix heures, elle fait tout le tour de la place. Les problèmes logistiques et informatiques ralentissent le processus, mais petit à petit les gens ressortent du local le sourire aux lèvres et pour certains, parmi les plus âgés ou les plus populaires, sous les applaudissements de la foule.

Arrivent alors les premières images des charges policières, des coups de matraque et des visages en sang, qui ont fait le tour du monde depuis. C'est la stupeur. Les vidéos amateurs montrent toutes des citoyens de tous âges molestés, parfois frappés à bras raccourcis, afin de libérer l'accès aux bureaux de vote et de permettre la saisie des urnes déjà pleines de bulletins. La violence devient concrète et le niveau de nervosité monte d'un cran. Vers midi, c'est mon tour d'entrer dans la salle de gym, qui fourmille d'activité. Je récupère un bulletin, le remplis sur place à la vue de tous et suis orienté vers une table où mon identité est vérifiée. «Peut voter», annonce le préposé et je glisse mon vote dans l'urne en plastique marquée aux armes de la Generalitat, en souriant à mon épouse qui me prend en photo.

En début d'après-midi, un bruit se met à courir: la police nationale est en route et se dirige vers le village de Calonge, où nous nous trouvons. Les rangs s'étant un peu dégarnis, les réseaux sociaux se mobilisent et on voit rapidement revenir les troupes. Les minutes passent, puis les heures et finalement, vers dix-sept heures, on nous annonce que les urnes ont été évacuées afin d'éviter leur saisie et que le bureau est désormais fermé. Nous rentrons à la maison pour regarder à la télévision les informations de la journée.

Divergences

Deux évidences s'imposent d'emblée: tout d'abord, le référendum catalan a clairement un retentissement international, essentiellement dû aux images choquantes de la répression policière qui fait penser à celle d'un Etat dictatorial. Et deuxièmement, l'interprétation des faits diffère considérablement en fonction du point de vue, espagnol ou catalan. Du côté de l'Etat central, le référendum n'a pas eu lieu, les forces de

police ont fait preuve de professionnalisme et de proportionnalité, le gouvernement catalan est composé de voyous bons pour la taule, l'immense majorité des habitants de la Catalogne est favorable à l'union et se tait pour des raisons que l'on peine à comprendre. Du côté catalan, le référendum est un succès, la police espagnole s'est comportée comme une force d'occupation, inutilement violente, le gouvernement central reste sourd à toute proposition de négociation et les résultats de la votation montrent le soutien de la majorité de la population à l'indépendance.

Comme dans toute situation conflictuelle, la vérité doit se situer entre les deux. Ce qui est clair, et que les sondages précédant le vote montraient d'ailleurs, c'est que la société catalane est divisée en deux camps plus ou moins égaux en ce qui concerne l'opportunité d'un Etat indépendant.

L'origine du conflit

Comment donc en est-on arrivé à cette situation?² Les élections plébiscitaires de 2015 n'ayant pas donné à l'alliance *Junts pel Si*³ une majorité suffisante pour déclarer l'indépendance, le gouvernement se devait d'organiser un référendum officiel dont le résultat pourrait être considéré comme définitif. Les premiers efforts du nouveau gouvernement furent dirigés vers la recherche d'un accord avec le gouvernement central qui, sans surprise, n'entra pas en matière. Les parlementaires séparatistes décidèrent donc de voter les lois nécessaires à l'organisation du référendum et de faire voter la population sans l'accord de Madrid. Ce défi ne pouvait évidemment que provoquer une réaction et celle-ci ne se fit pas attendre, le gouvernement de Mariano Rajoy attaquant systématiquement toutes les décisions catalanes devant le tribunal constitutionnel, qui lui donnait raison à chaque fois.

La rébellion

Le référendum étant déclaré illégal, il ne pouvait donc pas avoir de valeur réelle, mais la puissance du symbole que représente un acte de rébellion pacifique en forme de votation est exceptionnelle et les autorités catalanes ne s'y sont pas trompées. Puisqu'il est impossible de voter en bonne et due forme, nous allons le faire comme nous pouvons, mais en donnant le maximum de publicité à l'événement, afin que la communauté internationale s'intéresse au cas de la Catalogne et s'implique dans la résolution du conflit. Grâce à l'aimable collaboration des matraqueurs espagnols, l'objectif est plus qu'atteint au soir du 1^{er} octobre et, immédiatement, une grève générale est organisée afin de protester. Le 3 octobre, la Catalogne arrête de fonctionner. Une majorité des entreprises suivent, au moins partiellement, le mouvement et toute la fonction publique est mise en congé forcé. Les défilés rassemblent des centaines de milliers de personnes, sans incidents. Le soir, le roi Philippe VI prend la parole et démontre en cinq minutes qu'il ne sert à rien. Son discours, calqué sur celui du Parti populaire de Mariano Rajoy, n'apporte rien de nouveau. On aurait pu attendre d'un monarque qu'il prenne de la distance, propose de faire office de médiateur entre les parties et prononce un discours rassembleur. Rien de cela. Regard sévère et paternaliste, le roitelet tance les vilains Catalans qui se révoltent et assure aux bons Espagnols que la couronne veille. Pathétique.

Et maintenant?

Reste maintenant à savoir ce que l'on va faire de tout cela. Les résultats du vote sont sans surprise et en ligne avec ce que fut la consultation du 9 novembre 2015. Plus ou moins tous les partisans du Oui se sont déplacés et les tenants du Non sont restés chez eux. Pas de majorité, pas de légitimité. Le président Puigdemont, qui se trouve à la barre, doit louvoyer afin de tirer son épingle du jeu. C'est la quadrature du cercle. D'un côté, un vote sans valeur juridique, qui ne permet pas de faire reconnaître au niveau international une éventuelle déclaration unilatérale d'indépendance comme légitime. D'autre part, une partie importante de la population catalane, qui a bravé le pouvoir et attend de ses dirigeants qu'ils soient conséquents et appliquent le résultat du référendum.

A Madrid, on marche sur des œufs. L'image de l'Espagne a pris un sale coup et de nombreuses voix demandent que Mariano Rajoy cesse de se cacher derrière un légalisme qui a atteint ses limites et qu'il commence à faire ce pour quoi il est rémunéré, de la politique. Le 10 octobre, après que les bulletins de votes ont été recomptés, le président Puigdemont se présente devant le Parlement pour annoncer officiellement les résultats du référendum. La tension est à son comble et tous les Catalans sont devant leur poste de télévision. L'indépendance va-t-elle être déclarée? Si c'est le cas, l'Etat espagnol suspendra immédiatement l'autonomie de la Catalogne et convoquera des élections, ce qui réduira à néant tout le bénéfice obtenu par le retentissement des événements des derniers jours. Le discours du président est habilement mesuré. Il déclare que la Catalogne a mérité son indépendance, mais propose que le processus soit suspendu provisoirement, afin de laisser la possibilité aux deux gouvernements de s'asseoir et de dialoguer. Ce faisant, il se pose lui-même comme l'égal du président espagnol, se présente comme un homme modéré, ouvert à la négociation et donne ainsi l'image d'un interlocuteur valable pour les observateurs extérieurs.

A Madrid, c'est la surprise. Finalement, les Catalans ont-ils oui ou non déclaré l'indépendance? On somme le président Puigdemont de clarifier sa position, il botte en touche dans un courrier adressé à Mariano Rajoy et lui propose un délai de deux mois pour dialoguer. Le gouvernement réplique que, sans position claire dans les deux jours, il suspendra l'autonomie.

A l'heure où je rédige ces lignes, on en est là. Ce soir, 16 octobre 2017, les présidents des deux principales organisations indépendantistes viennent d'être jetés en prison pour délit de sédition. Eux qui sont responsables des grandes mobilisations rassemblant des centaines de milliers de personnes dans les rues de Barcelone sans le moindre incident sont incarcérés en quelques jours, tandis que l'Espagne souffre dans les hautes sphères du pouvoir d'une corruption abominable, qui reste impunie.

Je crains que la stratégie de séduction mise en place par le gouvernement central n'ait été confiée à un apprenti de première année en marketing et que le principal effet soit de provoquer un durcissement du conflit et une augmentation du catalanisme. Tout ce que peuvent espérer les Catalans aujourd'hui est une intervention extérieure qui rappelle à Mariano et à son orchestre que l'on ne peut se gargariser de démocratie et agir comme une dictature. Ce serait peut-être le rôle de l'Union européenne, mais vu la

fermeté avec laquelle elle a déclaré vouloir éviter toute velléité de s’immiscer dans les affaires internes de l’Espagne, il est peu probable que la solution vienne de là. Les Etat-Unis, dont la fête nationale célèbre précisément le jour de l’Indépendance? Sinon, resterait la médiation de la Suisse. Encore faudrait-il que les deux parties soient disposées à discuter. L’espoir est maigre malheureusement.

Michel Paschoud

¹ Assemblée nationale catalane.

² Le résumé de la question catalane peut être consulté en lisant les articles sur le sujet publiés dans ces colonnes en 2015 sous le titre *Nation et indépendance, le catalanisme en question(1) à (4)*.

³ *Ensemble pour le Oui*, alliance du Parti CDC (Convergence démocratique de Catalogne) et de Esquerra republicana (Gauche républicaine) en faveur du Oui à l’indépendance.

Pour sortir de la crise...

Dans l’article de Wikipédia consacré à l’Espagne, les auteurs notent qu’après la défaite de l’Invincible Armada *la diversité des territoires réunis sous un même sceptre ne correspond à aucun sentiment national commun. La cohésion est forcée par une puissance militaire sans égale en Europe, mais qui absorbe une partie trop importante des ressources financières et humaines.*

Il n’est pas certain que les habitants de la Castille, du Léon, de la Catalogne, de la Galice et d’Andalousie, du Pays basque ou des Asturies, d’Aragon et d’Estramadure aient aujourd’hui un sentiment national commun en dehors des périodes de Coupe du monde de football.

C’est pourquoi les velléités indépendantistes d’une partie de la population catalane doivent être prises au sérieux, et ne sont pas le fait, comme le croit l’éditorialiste de l’hebdomadaire *Rivarol*, d’une clique de trublions gauchistes.

Dans l’état actuel du droit espagnol, la proclamation de l’indépendance par le parlement catalan serait illicite. La Constitution de 1978 n’a pas prévu cette hypothèse, qui supposerait donc une modification constitutionnelle soumise, bien entendu, à l’approbation de tous les Espagnols.

Le droit actuel reconnaît déjà dix-sept régions autonomes, et trois nationalités, parmi lesquelles la Catalogne. Dans la mesure où on admet que la Catalogne, comme la Galice et le Pays basque, sont des *nations*, il devrait être possible de bâtir une Espagne nouvelle, pourvue d’une nouvelle constitution, et qui ferait d’elle un Etat fédéral sur le modèle de la Suisse.

On en profiterait pour se passer de la monarchie, dont le représentant actuel a démontré qu’il était parfaitement inapte à exercer la fonction de modérateur et de rassembleur qu’on devait attendre de sa part. Son intervention au moment du référendum réprimé avec une brutalité inouïe fut un modèle de bêtise aux accents franquistes. La condamnation du référendum était attendue de M. Rajoy, mais le roi devait se taire.

Bien des gens sont convaincus qu'un micro-Etat ne serait pas viable. Il y a pourtant dans le monde trente et un micro-Etats qui comptent moins de 500'000 habitants, sans compter les cantons suisses, qui sont la démonstration inverse. Chaque canton a tous les attributs d'un Etat: il a sa constitution, il prélève l'impôt, il a sa police et la maîtrise de l'école. Il ne confie à la Confédération que des compétences limitées (défense armée des frontières externes par exemple).

Chaque fois qu'on a rêvé d'une structure plus grande, avec des compétences plus larges, on a échoué: l'URSS s'est effondrée et l'Union européenne va très mal, même si le personnel politique peine à l'admettre.

Pour sortir de la crise institutionnelle qui couve en Espagne, proposons-lui une nouvelle constitution sur le modèle de la nôtre!

C.P.

Mensonges

Pourquoi faut-il que des sites qui sont censés lutter contre les bobards médiatiques publient eux-mêmes des mensonges?

A la suite du référendum de Catalogne, nos amis de *Polémia* publiaient une lettre ouverte à un nationaliste flamand signée de l'écrivain Javier Portella, qu'on nous présente comme d'origine catalane, mais Espagnol et Européen de cœur.¹

Je reconnais volontiers à ce monsieur le droit de détester les indépendantistes catalans, mais pas celui de tromper son lecteur.

Or voici ce que nous lisons sous la plume de M. Portella:

Permettez-moi de le dire sous forme d'une boutade ou d'un raisonnement par l'absurde: n'était-ce [sic] la force que le politique (à ne pas confondre avec «la» politique) joue en tant qu'agglutinant symbolique des peuples, je m'en ficherais éperdument de la sécession politique de la Catalogne. A une seule condition: que la rupture affectivo-culturelle n'existe plus. Vivement une Catalogne constituée en tant que nouvel Etat-nation... à la condition (voilà l'absurde dont je parlais) que ses écoles deviennent bilingues et ne soient plus unilingues; à la condition, autrement dit, que l'espagnol y soit de nouveau enseigné, au lieu d'être, comme aujourd'hui, persécuté; à la condition que les magasins ne soient plus obligés, sous peine d'amende, à [sic] écrire leurs écriteaux exclusivement en catalan; à la condition que Cervantès, Quevedo, Lorca, Machado... tous les grands écrivains espagnols... et catalans écrivant en espagnol (on commence déjà à brûler leurs livres, notamment ceux du grand Juan Marsé) soient ressentis comme une gloire propre également à la Catalogne (...)

Les écoles de Catalogne sont unilingues? L'espagnol n'y est pas enseigné? Comment se fait-il alors que les écoliers, dont mes petits-enfants, l'apprennent dès le cycle initial de l'école primaire et soient tenus de le maîtriser à la fin de la scolarité obligatoire?

L'espagnol est persécuté? Comment se fait-il alors que, dans les commerces, les bibliothèques, les restaurants et les administrations, les employés passent du catalan à l'espagnol et de l'espagnol au catalan avec tant de facilité? Comment se fait-il que dans la rue on entende si souvent les passants s'exprimer haut et fort dans la langue de Cervantès, Quevedo, Lorca, Machado et, pour l'écrit, Juan Marsé, sans qu'aucun policier ne les jette en prison ou qu'aucun Catalan ne les menace de représailles?

Les magasins sont obligés, sous peine d'amende, d'écrire leurs écriteaux **exclusivement**² en catalan? Comment se fait-il alors que l'alinéa 3 de l'article 32 de la *Loi sur la politique linguistique du 7 janvier 1998*, qui, autant qu'on sache, n'a pas été abrogé, prévoit que *les panneaux et les affiches d'information générale à caractère fixe, ainsi que les documents d'offres de services aux usagers et aux consommateurs des établissements ouverts au public devront être rédigés au moins*² en catalan et que *cette norme ne s'applique pas aux marques, aux noms commerciaux et aux enseignes protégés par la législation de la propriété industrielle*? Comment se fait-il que la plupart des restaurants présentent à leurs clients des cartes en catalan **et** en espagnol, ainsi qu'en d'autres langues, d'ailleurs?

On commence déjà, en Catalogne, à brûler – au sens propre ou figuré? – les livres des grands écrivains espagnols et catalans écrivant en espagnol, notamment ceux du grand Juan Marsé? Comment se fait-il alors que ces auteurs figurent en bonne place dans les catalogues des bibliothèques et que j'aie pu emprunter *Últimas tardes con Teresa* de Marsé sans me faire tirer dessus par une bibliothécaire, bilingue, qui au contraire m'en a dit beaucoup de bien?

Si le reste de la lettre n'était pas manifestement sérieux, j'en viendrais à me demander si je ne suis pas tombée dans le piège de quelque plaisantin amateur de second degré. Mais je crains fort que cette avalanche de menteries n'ait été écrite en toute connaissance de cause, dans le but de noircir le tableau.

Et ça, c'est impardonnable, quelle que soit la cause qu'on défend.

M.P.

¹ <https://www.polemia.com/les-secessionnistes-catalans-anti-identitaires-libertariens-et-pro-musulmans/>.

² C'est moi qui souligne.

Le Pamphlet
Case postale 998
1001 Lausanne
Courriel: courrier@pamphlet.ch
ccp:10-25925-4

Rédacteur responsable: Mariette Paschoud
ISSN 1013-5057